



DOSSIER DE L' APPEL D' OFFRES
OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N° 01 / 2009
28/5/2009 à 09h00
(SEANCE PUBLIQUE)

OBJET : ACQUISITION ET INSTALLATION DE LOGICIELS INFORMATIQUES
POUR LE DEPLOIEMENT D'UNE PLATE FORME DE VIRTUALISATION ET LA
MIGRATION DE SYSTEME EXISTANT Y COMPRIS LA FORMATION ET LE
TRANSFERT DES COMPETENCES SUR LES PRODUITS.

INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE (IRCAM)



Première partie

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

DOSSIER DE L' APPEL D' OFFRES
OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N° 01 /2009 à 09h00
28/05/2009
(SEANCE PUBLIQUE)

OBJET : ACQUISITION ET INSTALLATION DE LOGICIELS INFORMATIQUES
POUR LE DEPLOIEMENT D'UNE PLATE FORME DE VIRTUALISATION ET LA
MIGRATION DE SYSTEME EXISTANT Y COMPRIS LA FORMATION ET LE
TRANSFERT DES COMPETENCES SUR LES PRODUITS.

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation a pour objet l'acquisition et installation de logiciels informatiques pour le déploiement d'une plate forme de virtualisation et la migration de système existant y compris la formation et le transfert des compétences sur les produits en deux lots :

- Lot 1 : Acquisition et installation de logiciels informatiques nécessaires au déploiement d'une plate forme de virtualisation
- Lot 2 : Acquisition et installation de logiciels informatiques nécessaires à la migration des systèmes existants vers des versions ultérieures.

ARTICLE 2 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

1. Seules peuvent participer à la présente consultation les personnes physiques ou morales qui :
 - Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
 - Sont en situation fiscale régulière pour avoir souscrit leurs déclarations, réglé les sommes exigibles ou à défaut de règlement, constitué les garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ;
 - Sont affiliées à la CNSS et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme.
2. Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :
 - Les personnes en liquidation judiciaire ;
 - Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.

ARTICLE 3: JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS

Les pièces suivantes sont à fournir par les concurrents :

A - Un dossier administratif comprenant :

1) une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, qui doit indiquer les nom, prénom, qualité et domicile du concurrent et, s'il agit au nom d'une société, la raison sociale, la forme juridique de la société, le capital social, l'adresse du siège social, la qualité en laquelle il agit et les pouvoirs qui lui sont conférés.

Elle indique également le numéro d'inscription au registre de commerce, le numéro de la patente, le numéro d'affiliation à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale pour les concurrents installés au Maroc et le numéro du compte courant postal, bancaire ou à la Trésorerie Générale du Royaume.

Cette déclaration sur l'honneur doit contenir également les indications suivantes :

- a- L'engagement du concurrent à couvrir, dans les limites et conditions fixées dans les cahiers des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de son activité professionnelle ;
- b- L'engagement du concurrent, s'il envisage de recourir à la sous-traitance, que celle-ci ne peut dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le

lot ou le corps d'état principal du marché, et de s'assurer que les sous traitants remplissent également les conditions exigées par la réglementation ;

- c- L'attestation qu'il n'est pas en liquidation judiciaire ou en redressement judiciaire, et s'il est en redressement judiciaire, qu'il est autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de son activité ;
- d- L'engagement de ne pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans la procédure de passation, de gestion et d'exécution du marché ;
- e- l'engagement de ne pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur la procédure de conclusion du marché et lors des étapes de son exécution ;
- f- La certification de l'exactitude des renseignements contenus dans la déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans son dossier de candidature.

2) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
- s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - o Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - o Un extrait des statuts de la société et/ou le procès verbal de l'organe compétent pour donner pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - o L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

3) Une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues par la réglementation. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

4) Une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ;

5) Le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire qui en tient lieu, dont le montant est indiqué comme suit :

- Lot 1 : Acquisition et installation de logiciels informatiques nécessaires au déploiement d'une plate forme de virtualisation : dix mille dirhams (10 000,00 DH).
- Lot 2 : Acquisition et installation de logiciels informatiques nécessaires à la migration des systèmes existants vers des versions ultérieures : dix mille dirhams (10 000,00 DH).

6) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;

7) L'attestation d'assurance.

Toutefois, les concurrents non installés au Maroc sont tenus de fournir l'équivalent des attestations visées au paragraphe 3, 4 et 6 ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, les dites attestations peuvent être remplacées par une déclaration faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance.

B - Un dossier technique comprenant :

1) Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé ;

2) Il est joint à cette note, les attestations délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées ou par les bénéficiaires publics ou privés desdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire ;

C - Le dossier additif comprend toutes pièces complémentaires exigées par le dossier d'appel d'offres, à savoir :

- a) Le Cahier des Prescriptions Spéciales, paraphé à chaque page et signé en dernière page, avec la mention manuscrite « Lu et accepté » ;
- b) Le présent règlement de consultation signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages, avec la mention manuscrite « Lu et accepté ».
- c) Une attestation de(s) constructeur(s)/éditeur(s) certifiant que le soumissionnaire est agréé de commercialiser le matériel/logiciel portant sa marque.
- d) Une attestation d'agrément du service après vente, du soumissionnaire pour réparer le matériel proposé, fournie par le constructeur ou son représentant local.

- Les attestations ou toutes pièces à fournir par le candidat, demandées au niveau des dossiers administratif et technique sus – cités, doivent être originales ou copies certifiées conformes aux originales.

D - L'offre technique comprend :

a) Les copies certifiées conformes à l'original des attestations de références pour des prestations similaires. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, les délais et dates de réalisation, le montant de prestation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire ;

b) les CV et les certificats correspondants à l'équipe affectée à la réalisation des prestations objets de l'appel d'offres pour chacun des lots. Les CV et les certificats doivent être signés, produits en originaux ou copiés certifiés conformes par le soumissionnaire.

c) La proposition de formation comportant notamment les thèmes et sujets qui seront abordés, la durée de la formation, le nombre de bénéficiaires, les CV et les certificats des formateurs.

les CV et les certificats doivent être signés, produits en originaux ou copiés certifiés conformes par le soumissionnaire.

d) Les prospectus, les notices et les catalogues pour chacun des lots doivent être cachetés sur toutes les pages portant le numéro de l'appel d'offres et de l'article correspondant.

e) les méthodologies proposées par le soumissionnaire pour répondre au mieux à la prestation au programme et le contenu de la formation pour chacun des deux (02) lots.

N.B : Les offres qui ne comportent pas les pièces exigées dans le dossier technique, le dossier additif et l'offre technique prévus dans le CPS ne seront pas acceptées.

ARTICLE 4 : ETABLISSEMENT DE L'OFFRE FINANCIERE

a) L'acte d'engagement établi en un seul exemplaire, comportant les indications et les engagements précisés par l'article 26 § 1- alinéa a du décret n°2-06-388 précité (modèle joint en annexe).

Cet acte dûment rempli, est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même marché et lorsqu'il est souscrit par un groupement, il doit être signé par chacun des membres du groupement

b) Le bordereau des prix - détail estimatif établi conformément au modèle joint en annexe.

- Le montant de l'acte d'engagement ainsi que les prix unitaires du bordereau des prix - du détail estimatif doivent être écrits en chiffres et en toutes lettres.
- Lorsqu'un même prix est indiqué en chiffres et en lettres et qu'il existe une différence entre ces deux modes d'expression, le prix indiqué en toutes lettres fait foi.
- En cas de discordance entre les indications de prix de ces différents documents, ceux libellés en toutes lettres du bordereau des prix sont tenus pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 5 : COMPOSITION DU DOSSIER DE LA CONSULTATION

Le dossier de la consultation comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- le modèle de l'acte d'engagement ;
- le modèle du bordereau des prix formant détail estimatif ;
- le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 6 : MODIFICATIONS DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Les modifications qui seront introduites dans le dossier de la consultation, sans changer l'objet du marché, seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, ce report sera publié dans la presse.

ARTICLE 7 : LANGUE DE PRESENTATION DES DOSSIERS

Toutes les pièces contenues dans les dossiers et les offres présent par les concurrents en réponse au présent appel d'offres doivent être établies en langue française.

ARTICLE 8 : MODE DE JUGEMENT

Le présent appel d'offres sera adjugé en deux (02) lots :

- Lot 1 : Acquisition et installation de logiciels informatiques nécessaires au déploiement d'une plate forme de virtualisation
- Lot 2 : Acquisition et installation de logiciels informatiques nécessaires à la migration des systèmes existants vers des versions ultérieures.

Les offres seront jugées par une commission d'appel d'offres désignée à cet effet.

ARTICLE 9: RETRAIT DES DOSSIERS DE CONSULTATION

Le dossier est mis à la disposition des concurrents dans les bureaux indiqués dans l'avis d'appel d'offre dès la parution de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres indiquée dans l'avis d'appel d'offre. Il est remis contre paiement au régisseur de l'institut de la somme indiquée dans l'avis d'appel d'offres.

ARTICLE 10: INFORMATION DES CONCURRENTS

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par l'Institut à un concurrent à la demande de ce dernier sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents qui ont retiré le dossier de l'appel à la concurrence et ce par lettre recommandée avec accusé de réception ou par télécopie confirmée. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent.

ARTICLE 11 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1- Contenu des dossiers

Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- Un dossier administratif précité (Cf. article 3 ci-dessus) ;
- Un dossier technique précité (Cf. article 3 ci-dessus) ;
- Pièces complémentaires précitées (Cf. article 3 ci-dessus) ;
- Une offre financière comprenant :
 - a) L'acte d'engagement ;
 - b) Le bordereau des prix formant le détail estimatif.

Le montant de l'acte d'engagement ainsi que les prix unitaires du bordereau des prix formant détail estimatif doivent être indiqués en chiffres et en toutes lettres.

- Une offre technique comprenant :

- a) Une note indiquant les moyens techniques et humains. Cette note doit être datée et signée par le soumissionnaire ;
- b) Des certificats délivrés par les Administrations et organismes bénéficiaires des prestations similaires déjà réalisées;
Chaque certificat précise notamment la nature des prestations le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.

2- Présentation des dossiers des concurrents

Le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission de l'appel d'offres lors de la séance d'examen des offres ».

Ce pli contient trois enveloppes :

- La première enveloppe comprend le dossier administratif, le dossier technique et les pièces complémentaires. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « Dossiers administratif et technique » ;

- La deuxième enveloppe comprend l'offre financière du soumissionnaire. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « Offre Financière ».
- La troisième enveloppe comprend l'offre technique du soumissionnaire. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « Offre Technique ».

ARTICLE 12 : DEPOTS DES PLIS DES CONCURRENTS

Les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés contre récépissé à l'adresse indiquée dans l'avis d'appel d'offre ;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse précitée ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et l'heure fixées par l'avis de l'appel d'offres pour la séance d'examen des offres.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par l'Administration dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis resteront cachetés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture en commission.

ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis rappelés à l'article 10 ci-dessus.

ARTICLE 14 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires qui n'ont pas retiré définitivement leur pli dans les conditions prévues à l'article 11 ci-dessus, restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante (60) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

Si dans ce délai, la commission de l'appel d'offres estime n'être pas en mesure d'exercer son choix, le maître d'ouvrage peut proposer, par lettre recommandée avec accusé de réception, la prolongation de ce délai. Seuls les soumissionnaires qui ont donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 15 : CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS :

La commission apprécie selon les critères arrêtés à l'avance dans le présent appel d'offres, les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratifs et techniques et dans l'offre technique de chaque concurrent.

ARTICLE 16 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

Après ouverture des offres financières des soumissionnaires retenus à l'issue de l'examen des dossiers administratifs et techniques, il sera procédé à l'évaluation finale des offres financières et techniques des concurrents sur la base des critères suivants :

Evaluation technique :

La conformité avec les spécifications du CPS ne sera pas notée. Toute offre ne répondant pas intégralement aux articles demandés dans chacun des lots sera déclaré non conforme.

Les notes techniques seront accordées selon les critères suivants :

1. Attestations de références (N1)
2. Equipe du projet (CV) : certificats + expériences (N2)
3. Méthodologie de travail (N3).
4. Formateurs, programmes, contenus et logistique (N4).

1	Références techniques	N1	30 points
2	Equipe du projet (CV) : certificats + expériences	N2	30 points
3	Méthodologie de travail	N3	10 points
4	Formateur, programme et contenu.	N4	30 points

1. Attestation de référence (N1) : (30 points)

Lot 1 :

Les concurrents doivent produire les références relatives à l'expérience durant les trois (3) dernières années (2006 à 2008) similaires aux prestations objets des lots du présent appel d'offres.

Le concurrent devra justifier cette expérience par des attestations de bonne fin d'exécution.

Chaque référence en rapport avec l'objet du marché sera notée 10 points.

La note attribuée aux références techniques sera la somme des notes obtenues pour les trois (3) années demandées.

Lot 2 :

Les concurrents doivent produire les références relatives à l'expérience durant les cinq dernières années (2004 à 2008) similaires aux prestations objets des lots du présent appel d'offres.

Le concurrent devra justifier cette expérience par des attestations de bonne fin d'exécution.

Chaque référence en rapport avec l'objet du marché sera notée 6 points.

La note attribuée aux références techniques sera la somme des notes obtenues pour les cinq années demandées.

2. Notation de l'équipe affectée au projet (N 2) : (30 points)

La notation des moyens humains affectés à la mission objet de cet appel d'offres sera effectuée selon les critères suivants :

L'équipe type sera composée et notée comme suit :

Lot 1 :

Désignation	Expérience		Certificat Vmware		Total
	> 5 ans	(-) 5 ans	avec	sans	
Chef du Projet chargé de la de mise en œuvre : ingénieur d'état ou équivalent	10	5	7	0	17
chargé de l'installation, La configuration et le paramétrage : ingénieur d'Etat ou équivalent	9	4	4	0	13

Lot 2 :

Désignation	Expérience		Certificat MCP			Total
	> 5 ans	(-) 5 ans	Active directory	Exchange	SQL Server	
Chef du Projet chargé de la mise en œuvre : ingénieur d'état ou équivalent	10	5	2	2	2	16
chargés de l'installation, La configuration et le paramétrage : ingénieurs d'Etat ou équivalent	8	4	2	2	2	14

NB : Le prestataire peut faire appelle à plus de deux personnes par lot pour garantir le bon déroulement de l'exécution du marché, la notation sur l'expérience sera dans ce cas la moyenne des notes des membres de l'équipe.

3. Méthodologie de travail (N 3) : (10 points)

Désignation	bonne	moyenne	Faible
Méthodologie du travail et planification du déroulement des tâches demandées	10	5	2

4. La notation des moyens humains affectés à la mission de la réalisation des prestations de la formation dans le cadre de cet appel d'offres sera effectuée selon les critères suivants (N 4) : (30 points)

DESIGNATION	Expérience		Certificats		total
	>= 6 ans	< 6 ans	avec	sans	
Formateurs spécialisés dans les domaines des formations objet de l'appel d'offres (ingénieurs d'état ou équivalent)	12	6	8	0	20
Méthodologie (programme et contenu)	bonne	moyenne		Faible	10
	10	5		2	
					30

Note technique = NT = N1 + N2 + N3 + N4 = 100

Seront retenus, les offres ayant obtenues une note NT supérieure à

- 60/100 pour le Lot 1
- 80/100 pour le Lot 2

Evaluation financière : (NF)

- Ü Note maximum 100 points attribuée à l'offre la moins disante.
- Ü $N.F = 100 (2-F1/F0)$.
 - F1 = offre financière proposée.
 - F0 = offre moins disante.

Evaluation globale :

La note finale (NG) s'obtient en appliquant la formule suivante :

$$N.G = (0,60 \times NT) + (0,40 \times NF)$$

L'attribution du marché sera celui dont l'offre, aura obtenu la note globale la plus élevée .

ARTICLE 17 : CRITERES D'EXAMEN ET D'EVALUATION DES OFFRES

Le soumissionnaire est tenu de remplir la colonne ((Spécifications proposées par le soumissionnaire)) par les informations correspondant a son offre pour chaque article. Les offres techniques des concurrents déclarés admissibles, suite a l' examen de leurs dossiers administratifs, techniques et additifs respectifs, seront examinées et appréciées selon la méthode suivante :

Après examen des dossiers administratifs, techniques et additifs, la commission d' appel d'offres se réunit à huis clos pour l'examen des prospectus notices et tout autre document technique des articles proposes.

ARTICLE 18 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES

1- Les résultats d'examen des offres seront affichés dans les locaux du maître d'ouvrage dans les vingt-quatre heures suivant l'achèvement des travaux de la commission, pendant une période de quinze (15) jours francs au moins.

2 - Le maître d'ouvrage informe le soumissionnaire retenu de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception, et le cas échéant par fax confirmé, par voie électronique ou par tout autre moyen approprié. Cette lettre lui sera adressée dans un délai qui ne peut dépasser dix (10) jours francs à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans un délai de 15 jours, il avise également les soumissionnaires éliminés du rejet de leurs offres, en leur communiquant les motifs de leur éviction, par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette lettre sera accompagnée du récépissé du cautionnement provisoire ou de l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu.

Les éléments ayant été à l'origine de l'élimination des concurrents ne seront pas restitués aux concurrents et seront conservés par le maître d'ouvrage pendant un délai de cinq ans au minimum.

3- Aucun soumissionnaire ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée ou s'il n'a pas été donné suite à l'appel d'offres.

ARTICLE 19 : ANNULATION DE L'APPEL D'OFFRES

1- L'autorité compétente peut, sans de ce fait, encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres dans les cas suivants :

- 1- Lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel d'offres ont été fondamentalement modifiées ;
- 2- Lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché ;
- 3- Lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;
- 4- Lorsqu'il n'y a pas eu de concurrence ;
- 5- En cas de réclamation fondée d'un concurrent.

2- Le maître d'ouvrage doit informer par écrit l'attributaire du marché en précisant le ou les motifs d'annulation de l'appel d'offres.

Le concurrent

(Lu et accepté)

Le Recteur de l'IRCAM

31 MARS 2009

Institut Royal de la Culture Amazighe
Le Recteur

Ahmed BOUKOUSS

ANNEXE 1 :
MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

- Mode de passation : Appel d'offres ouvert sur offre de prix du 28/05/2009 à 09h00

- Objet du marché : objet l'acquisition et installation de logiciels informatiques pour le déploiement d'une plate forme de virtualisation et la migration de système existant y compris la formation et le transfert des compétences sur les produits en deux lots :

- Lot 1 : Acquisition et installation de logiciels informatiques nécessaires au déploiement d'une plate forme de virtualisation
- Lot 2 : Acquisition et installation de logiciels informatiques nécessaires à la migration des systèmes existants vers des versions ultérieures.

A – Pour les personnes physiques

Je soussigné :.....(prénom, nom et qualité)

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :.....

Affilié à la CNSS sous le n° :.....(1)

Inscrit au registre du commerce de(localité) sous le n°(1)

N° de patente(1)

N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR (RIB)

B – Pour les personnes morales

Je, soussigné.....(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

Agissant au nom et pour le compte de(raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :

Adresse du siège social de la société

Adresse du domicile élu

Affilié à la CNSS sous le n° :..... (1)

Inscrite au registre du commerce(localité) sous le n°(1)

N° de patente(1)

N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR (RIB)

Déclare sur l'honneur :

1. m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
2. Que je remplit les conditions prévues à l'article 22 de la décision n° 2/08 fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'IRCAM ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle ;
 - Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de son activité (2) ;
3. m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 22 de la décision précitée ;
 - que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché ;

4. m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché ;
5. m'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du marché.

- Certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- Reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 24 de la décision précitée, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait àle

Signature et cachet du concurrent (2)

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

NB : (*) en cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

ANNEXE 2 :
MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

A - Partie réservée l'IRCAM

(1) Appel d'offres ouvert, sur offres de prix du 28/05/2009 à 09h00.

Objet du marché : objet l'acquisition et installation de logiciels informatiques pour le déploiement d'une plate forme de virtualisation et la migration de système existant y compris la formation et le transfert des compétences sur les produits en deux lots :

- Lot 1 : Acquisition et installation de logiciels informatiques nécessaires au déploiement d'une plate forme de virtualisation
- Lot 2 : Acquisition et installation de logiciels informatiques nécessaires à la migration des systèmes existants vers des versions ultérieures.

Passé en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et alinéa 2 du paragraphe 3 de l'article 17 du Règlement des marchés de l'IRCAM) (3).

B - Partie réservée au concurrent

a - Pour les personnes physiques

Je (4), soussigné: (prénom, nom et qualité)
agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,
Adresse du domicile élu: Affilié à la CNSS
sous le n° : (5)
Inscrit au registre de commerce de (localité) sous le n° : (5)
n° de patente : (5)

b - Pour les personnes morales

Je (4), soussigné (prénom, nom et qualité au sein de
l'entreprise)
agissant au nom et pour le compte de (raison sociale et forme juridique de la
société)
au capital de :
adresse du siège social de la société :
adresse du domicile élu:
affiliée à la CNSS sous le n° : (5) et (6)
Inscrite au registre de commerce de(localité) sous le n° :(5)et(6)
n° de patente : (5)et (6)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés:

- Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

- après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations:
 1. remets, revêtu(s) de ma signature (un bordereau de prix et un détail estimatif ou la décomposition du montant global) établi(s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres, du concours ou du marché négocié) (1)
 2. m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établi moi-même, lesquels font ressortir:
 - Montant hors T.V.A : (en lettres et en chiffres)
 - Montant de la T.V.A (taux en %) : (en lettres et en chiffres)
 - Montant T.V.A comprise : (en lettres et en chiffres)(6)

L'IRCAM se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la trésorerie générale, bancaire ou postal) (1) ouvert à mon nom (ou au nom de la Société) à (localité), sous relevé d'identité bancaire (RIB) numéro

Fait à le

(Signature et cachet du concurrent)

- (1) Supprimer les mentions inutiles.
- (2) indiquer la date d'ouverture des plis
- (3) Se référer aux dispositions du Règlement des Achats selon les indications ci-après :
 - § Appel d'offres ouvert au rabais : -alinéa (al). 2, paragraphe (§) 1 de l'article (l'art). 16 et al 2, § 3 de l'art. 17
 - § Appel d'offres ouvert sur offres de prix : - al. 2, § 1 de l'art. 16 et al. 3, § 3 de l'art. 17
 - § Appel d'offres restreint au rabais : - al. 2, § 1 de l'article 16 et § 2 et al. 2, § 3 de l'art. 17.
 - § Appel d'offres restreint sur offres de prix : - al. 2, § 1 de l'art. 16 et § 2 et al. 3, § 3 de l'art. 17
 - § Appel d'offres avec présélection au rabais : - al. 3, § 1 de l'art. 16 et al. 2, § 3 de l'art. 17
 - § Appel d'offres avec présélection sur offres de prix : - al. 3, § 1 de l'art. 16 et al. 16 et al. 3, § 3 de l'art. 17
 - § Concours : - al. 4, § 1 de l'art. 16 et § 1 et 2 de l'art.63
 - § Marché négocié : - al. 5, § 1 de l'art. 16 et § 1 et 2 de l'art. 63
 - § Marché négocié : - al. 5, § 1 de l'art. 16 et §... de l'art. 72 (préciser le n° du § approprié)
- (4) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :
 - 1) mettre « Nous soussignés.....nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes »
 - 2)-ajouter l'alinéa suivant « Désignons(Prénom,nom et qualité) en tant que mandataire du groupement »
- (5) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents, et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine la référence à la déclaration faite devant une autorité judiciaire ou administrative ou un notaire ou tout autre organisme qualifié.
- (6) ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.
- (7) en cas d'appel d'offre au rabais, cet alinéa doit être remplacé par ce qui suit :

« M'engage à exécuter les dites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales moyennant un rabais(ou une majoration) de(en lettres et en chiffres) sur le bordereau des prix détail estimatif »

(8) en cas de concours, les alinéas1) et 2) doivent être remplacés par ce qui suit :

« M'engage, si le projet, présenté par....(moi :ou notre société) pour l'exécution des prestations précisées en objet du A ci-dessus et joint au présent acte d'engagement, est choisi par le maître d'ouvrage, à exécuter les dites prestations conformément aux conditions des pièces produites par.....(moi :ou notre société) en exécution du programme du concours et moyennant les prix établis par moi-même dans le bordereau des prix détail estimatif (ou décomposition du montant global) que j'ai dressé , après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et la difficulté des prestations à exécuter, dont j'ai arrêté :

- montant hors TVA :.....(en lettres et en chiffres)
- taux de la TVA.....(en pourcentage)
- montant de la TVA.....(en lettres et en chiffres)
- montant TVA comprise.....(en chiffres et en lettres)

« je m'engage à terminer les prestations dans un délai de

« je m'engage, si l'une des primes prévue dans le programme du concours est attribuée à mon projet, à me conformer aux stipulations dudit programme relatives aux droits que se réserve le maître d'ouvrage sur les projets primés (cet alinéa est à supprimer si le maître d'ouvrage ne se réserve aucun droit sur les projets primés) ».

ANNEXE 3 :

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 01/2009

Le 28/05/2009 à 09h00 , il sera procédé, dans les bureaux de Monsieur le Recteur de l'Institut Royal de la Culture Amazighe à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offres de prix pour l'acquisition et l'installation de logiciels informatiques pour le déploiement d'une plate forme de virtualisation et la migration de système existant y compris la formation et le transfert des compétences sur les produits en deux(02) lots :

- Lot 1 : Acquisition et installation de logiciels informatiques nécessaires au déploiement d'une plate forme de virtualisation
- Lot 2 : Acquisition et installation de logiciels informatiques nécessaires à la migration des systèmes existants vers des versions ultérieures.

Le cautionnement provisoire est fixé comme suit :

- Lot 1 : Acquisition et installation de logiciels informatiques nécessaires au déploiement d'une plate forme de virtualisation : dix mille dirhams (10.000,00.dh)
- Lot 2 : Acquisition et installation de logiciels informatiques nécessaires à la migration des systèmes existants vers des versions ultérieures : dix mille dirhams (10 000, 00 dh)

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au siège de l'Institut Royal de la Culture Amazighe, Hay Riad, Madinat Al IRFANE, Avenue Allal Al Fassi, BP 2055 - RABAT RIAD, il peut également être téléchargé à partir du site web de l'IRCAM à l'adresse électronique suivante www.ircam.ma

Les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis au bureau d'ordre à IRCAM- Hay Riad, Madinat Al IRFANE, Avenue Allal Al Fassi, BP 2055 - RABAT RIAD,
- soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité à l'IRCAM ;
- soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres, au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 3 et l'article 9 du règlement de consultation se rapportant au présent appel d'offres.

Les réponses aux demandes d'éclaircissements éventuelles seront émises sur le site Web www.ircam.ma

Il appartient aux candidats ayant téléchargé les CPS du site Web de l'Institut, de le consulter régulièrement afin de connaître la teneur des éclaircissements fournis par l'Institut.

إعلان عن طلب عروض مفتوح
رقم 20099/1

يوم 2009/05/28 على الساعة التاسعة صباحا سيتم بمكتب عميد المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية الرباط فتح الأظرفة المتعلقة بطلب العروض المفتوح بعرض إثمان لأجل اقتناء وتركيب برامج معلوماتية من أجل توزيع أرضية افتراضية و لنقل و تحويل النظام المعلوماتي المتواجد إلي نظام حديث وكذلك التكوين و نقل المعارف حول الوسائل المقترحة في حصتين :

-الحصّة الأولى : برامج معلوماتية لتوزيع أرضية افتراضية معلوماتية

- الحصّة الثانية : : برامج معلوماتية لنقل و تحويل النظام المعلوماتي المتواجد إلي نظام حديث

الضمان المؤقت حدد كاتلى :

الحصّة الأولى : 10.000 در هم

الحصّة الثانية : 10.000 در هم

يمكن سحب ملف طلب العروض بمكتب مصلحة العتاد واللوجيستك

كما يمكن سحبه عبر الموقع الإلكتروني : www.ircam.ma ،

كما يمكن إرسال ملف الترشيح عند الطلب طبقا للفصل 19 من 08/02 المتعلق بتحديد شروط وأشكال إبرام صفقات

المعهد وكذا القواعد المتعلقة بتدبيرها و مراقباتها.

. يجب أن يكون كل من محتوى وتقدير ملفات المتنافسين مطابقين لمقتضيات ملف طلب العروض

ويمكن للمتنافسين :

♦ إما إيداع أظرفتهم مقابل وصل بمكتب الضبط للمعهد الملكي للثقافة الأمازيغية، شارع علال الفاسي، مدينة العرفان،
حي الرياض، الرباط.

♦ إما إرسالها عن طريق البريد المضمون بإفادة بالاستلام إلى المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية الرباط، صندوق البريد،
2055 حي الرياض، الرباط.

♦ إما تسليمها مباشرة لرئيس لجنة طلب العروض عند بداية الجلسة وقبل فتح الأظرفة.

الوثائق المثبتة الواجب الإدلاء بها هي تلك المنصوص عليها بالفصل 3 و الفصل 9 من نظام الإستشارة المتعلق بطلب العروض هذا.

وللمزيد من المعلومات المرجو زيارة الموقع الإلكتروني للمعهد علي العنوان التالي:

II ème Partie
CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

DOSSIER DE L' APPEL D' OFFRES
OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N°01/2009 à 09h00
Du 28/05/2009
(SEANCE PUBLIQUE)

OBJET : ACQUISITION ET INSTALLATION DE LOGICIELS INFORMATIQUES
POUR LE DEPLOIEMENT D'UNE PLATE FORME DE VIRTUALISATION Y
COMPRIS LA FORMATION ET LE TRANSFERT DES COMPETENCES SUR LES
PRODUITS.

INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE (IRCAM)

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D' OFFRES

Le présent appel d'offres sur offres de prix a pour objet l'acquisition et installation de logiciels informatiques pour le déploiement d'une plate forme de virtualisation et la migration de système existant y compris la formation et le transfert des compétences sur les produits.

Cet appel d'offre est reparti en deux (02) lots :

- Lot 1 : Acquisition et installation de logiciels informatiques nécessaires au déploiement d'une plate forme de virtualisation
- Lot 2 : Acquisition et installation de logiciels informatiques nécessaires à la migration du système existant

ARTICLE 2 : CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES PRIX

2.1. Tous les prix doivent être libellés en Dirhams marocains.

2.2. Toute fourniture ou service proposé par le fournisseur dans son offre et pour lequel aucun prix n'est fourni, sera considéré comme inclus dans l'offre principale et ne donnera lieu à aucune facturation supplémentaire.

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes:

- L'acte d'engagement
- Le présent C.P.S. ;
- Le bordereau des prix - détail estimatif

ARTICLE 4 : DOCUMENTS GENERAUX

Font partie intégrante du présent marché, les pièces suivantes :

A/ Les pièces contractuelles :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales, comprenant un bordereau des prix - détail estimatif.

B/ Textes généraux :

Le fournisseur sera soumis aux dispositions définies par les textes suivants:

- Le règlement des marchés applicable à l'IRCAM
- Les textes portant réglementation des salaires, les Dahirs du 21 Mars 1943 et 27 Décembre 1944 en matière de législation sur les accidents du travail ;
- Le Décret Royal n° 330-66 du 21 Avril 1967 portant règlement Général de la Comptabilité Publique ;
- Dahir du 28 Août 1948 (23 Chaoual 1967) relatif au nantissement des Marchés Publics, comme il a été modifié et complété respectivement par le dahir n° 1-60-371 du 31 Janvier 1961 et le Dahir N°1-62-202 du 29 Octobre 1962 ;
- Circulaire n° 796 SGP du 15 Avril 1953 portant application du Dahir du 28 Août 1948 relatif au nantissement des Marchés Publics ;

Tous les textes réglementaires relatifs aux marchés de l'Etat en vigueur à la date de la soumission ;

Le fournisseur ne pourra en aucun cas, invoquer à son profit, l'ignorance des dispositions de ses documents.

ARTICLE 5 : ENTITE CHARGEE DU SUIVI DE L'EXECUTION

Pour l'application du marché découlant du présent appel d'offres et des textes de référence, il y a lieu de préciser que le suivi de l' exécution sera assuré conjointement par le Centre de recherches informatiques et de système d'information et le Département du budget et de matériel.

ARTICLE 6 : ELECTION DE DOMICILE

Toutes les notifications concernant le marché découlant du présent Appel d'Offres seront valablement faites à l'adresse précisée dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 7: REPRESENTATION DU FOURNISSEUR

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le fournisseur devra désigner un représentant capable de le représenter et muni des pouvoirs nécessaires pour assurer tout le suivi de la réalisation de la prestation objet du marché.

ARTICLE 8 : CONFIDENTIALITE DES RENSEIGNEMENTS

Le fournisseur, sauf consentement préalable donné par écrit de l'IRCAM, ne communiquera le marché, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications ou informations fournies par l'IRCAM ou en son nom et au sujet du marché, à aucune personne autre qu'une personne employée par le fournisseur à l'exécution du marché. Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Tout document, autre que le marché lui-même, demeurera la propriété de l'IRCAM et tous ses exemplaires seront retournés à L'IRCAM, sur sa demande, après exécution des obligations contractuelles.

ARTICLE 9 : CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE

Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché, il doit être fourni dans les 30 jours qui suivent la notification de l'approbation du marché, qui sera libéré à la réception définitive.

La retenue de garantie est fixée à 10% du montant du marché. La retenue de garantie peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire conformément aux stipulations de l'article 14 du CCAG-T.

ARTICLE 10 : DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution est fixé à 3 mois pour chaque lot à compter de la date précisée sur l'ordre de service de commencement l'exécution des prestations pour chacun desdits lots.

ARTICLE 11 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

L'approbation du marché sera notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

ARTICLE 12 : VALIDITE DU MARCHE

Le présent marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente et sa notification au titulaire du marché.

ARTICLE 13 : REGLEMENT DES SOMMES DUES

L'IRCAM se libérera des sommes dues par eux en faisant donner crédit par virement au compte bancaire indiqué dans l'acte d'engagement retenu sur production d'une facture représentant le montant de la commande totalement réalisée

La facture doit répondre aux conditions suivantes :

1. Etre conforme au bordereau des prix - détail estimatif pour les prestations réalisées ;
2. Etre en cinq (5) exemplaires ;
3. Etre signée (par la personne ayant la délégation des pouvoirs), datée et cachetée ;
4. Etre arrêtée en toutes lettres ;
5. Faire ressortir les montants HT, TVA et TTC (pour les fournisseurs étrangers, elle doit faire ressortir le montant de la part en devise à transférer).

Elle doit rappeler les références du marché et l'intitulé exact du compte bancaire de l'attributaire du marché, ainsi que le RIB composé de 24 chiffres.

Seules les prestations réellement exécutées seront payées.

Le paiement sera effectué après la prononciation de la réception provisoire et de la réception par l'IRCAM des pièces justificatives (factures, Bons de livraison, cautionnements, etc...).

ARTICLE 14 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il est précisé que :

a) La liquidation des sommes dues par l'IRCAM en exécution du marché, sera opérée par les soins du Recteur de l'IRCAM, ou de son délégué.

b) L'autorité chargée de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemments ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 7 du Dahir du 28 Août 1948 relatifs aux nantissemments des marchés publics, est le Recteur de l'IRCAM, ou de son délégué.

c) Les paiements prévus aux marchés seront effectués par l'Agent comptable de l'IRCAM, seul qualifié pour recevoir les significations des créances du titulaire du Marché.

d) Recteur de l'IRCAM, ou de son délégué, délivrera sans frais, à l'entrepreneur, sur sa demande écrite et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention "exemplaire unique" conformément aux dispositions du Dahir du 28 chaoual 1367 (28 Août 1948) relatif au nantissement des marchés publics .

ARTICLE 15 : ELECTION DE DOMICILE

1 - Toutes correspondances relatives au présent marché seront valablement adressées à son domicile professionnel, qui doit d'être indiqué dans l'acte d'engagement.

2 - En cas de changement de domicile, le fournisseur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 16: REGLEMENT DES LITIGES

Si, dans le cours de l'exécution du marché, des difficultés s'élèvent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler celles-ci dans le cadre des stipulations des articles 53 et 54 du CCAG – EMO.

En cas de désaccord, le litige est soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE N°17 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé comme suit :

Lot 1 : 3 ans ;

Lot 2 : 1 année.

Durant ce délai, le titulaire du marché reste tenu d'assurer à ses frais et à la satisfaction de l'IRCAM:

- toutes les réparations nécessaires ;
- la maintenance gratuite des dysfonctionnements des systèmes et des logiciels installés et déployés.

La garantie inclut la maintenance gratuite; l'objectif est d'assurer la continuité de service des logiciels informatiques et des solutions livrés dans le cadre du présent marché. La maintenance gratuite est prévue dans le cadre de la période de garantie et elle est assurée par le titulaire du marché sans frais supplémentaires.

Un cahier des appels et des interventions sera fourni par le titulaire du marché et géré par l'IRCAM.

Un numéro d'appel avec de préférence un accès web au helpdesk (s'il n'existe pas de site, une adresse de messagerie et un numéro de fax) est mis en place par le titulaire du marché pour les besoins de notification de l'IRCAM.

Les interventions du titulaire du marché sont consignées dans des fiches de suivi d'activité précisant la nature de l'intervention, les intervenants et le sort réservés aux appels.

La maintenance gratuite consiste surtout:

- Fournir et installer les mises à jour des logiciels fournis dans le cadre de cet appel d'offre
- Des correctives :

La maintenance corrective sera déclenchée suite à la demande de l'IRCAM en cas de dysfonctionnement.

Dès notification (Helpdesk sur le site web, messagerie, fax ou téléphone) du problème au titulaire du marché, ce dernier devra se manifester auprès de l'IRCAM et disposera d'un délai de 4 heures pour prendre en charge ledit problème. En cas de non résolution dudit problème, le délai d'intervention sur place est fixé à 48 heures à compter de la notification initiale par l'IRCAM.

Au-delà de ce délai, le titulaire du marché est tenu de fournir à l'IRCAM des explications par FAX. Dans ce cas, les parties se concerteront et conviendront des mesures à prendre pour y palier.

Si, au terme de ce délai de 48 h, le rétablissement du fonctionnement sollicité n'est pas effectué, le titulaire du marché est tenu d'intervenir par tous les moyens pour résoudre le problème et remettre le système fonctionnel.

Ces délais ci-dessus sont comptés à partir de l'heure de la notification.

ARTICLE 18 : PENALITES DE RETARD

Lorsque les délais contractuels sont dépassés, l'attributaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité par jour de retard égale à 1/1000 qui sera retenue d'office sur les sommes dues à l'attributaire.

Toutefois, le montant total des pénalités qui seront appliquées ne doit pas excéder 10% du montant total du marché.

ARTICLE 19 : LIVRAISON ET DEPLOIEMENT

La livraison, l'installation et le déploiement des logiciels informatiques sont à la charge du fournisseur dans les locaux désignés par l'IRCAM. Toutes les opérations d'installation et prestation de service pour le bon fonctionnement du système globale sont à la charge du fournisseur.

Les licences des solutions et logiciels demandés doivent être au nom de l'Institut Royal de la Culture Amazighe.

Le fournisseur conserve l'entière responsabilité des transports et supporte les conséquences onéreuses de toute perte, avarie ou retard dus au transport jusqu'aux sites désignés par l'IRCAM.

Les supports et médias des logiciels informatiques reconnues en mauvais état seront isolées par les soins et aux frais du fournisseur, remplacés dans un délai défini d'un commun accord.

Le fournisseur est tenu d'aviser par écrit l'IRCAM de l'achèvement des travaux d'installation, de déploiement et de migration; il sera alors procédé à la réception provisoire, dans un délai de 10 jours après la fin de ces travaux.

Le titulaire doit fournir toutes les documentations techniques nécessaires à l'utilisation des articles livrée.

Les soumissionnaires sont tenus également de :

Livrer et installer la plate forme :

- Assurer la configuration et le paramétrage de la plate forme ainsi que son intégration dans le système existant;
- Fournir un rapport d'installation et de mise en place ainsi que toute documentation nécessaire;
- Travailler en étroite collaboration entre eux (dépendance entre les deux lots du marché).

Mettre en oeuvre de manière globale la plate forme en l'intégrant avec l'infrastructure existante à l'IRCAM

En plus de la livraison, installation et configuration de tous les paramètres de façon adéquate, il sera prévu une période de mise en œuvre qui viendra en appui pour stabiliser l'ensemble de la solution et faire face à tout incident ou mal fonctionnement non détecté au cours de la livraison, installation et configuration

- La durée pour cette mise en œuvre est de 15 jours consommés par tranche à la demande de l'IRCAM dans une période n'excédant pas 3 mois. Les intervenants (dans chacun des lots, et pour chaque produit) doivent être des ingénieurs certifiés.
- Durant cette période, le titulaire du marché s'engage à assurer la stabilité du fonctionnement de la plate forme après l'installation (sauvegarde, Stockage, réplication entre les systèmes...).
- Fournir un rapport de fin du projet qui doit être validé par l'IRCAM.

Pendant la période de mise en œuvre, tout incident ou dysfonctionnement non expliqué ou non maîtrisé fera l'objet d'un audit avec résolution des incidents et d'un rapport de la part du titulaire du marché à remettre à l'IRCAM.

ARTICLE 20 : DOCUMENTATION

Le Titulaire fournira une documentation technique complète et à jour en langue française, et en format papier et électronique, en un (1) exemplaire original, pour chacun des lots objet du marché. La documentation technique sera fournie à la date de notification de l'approbation du marché.

Le titulaire remettra à l'IRCAM la documentation couvrant les spécifications détaillées et l'architecture mise en place notamment :

- Documentation originale complète sur les équipements proposés ;
- Les mesures de maintenance à effectuer soit en local, soit à distance, avec la périodicité de ces mesures ;
- Les licences des logiciels,
- Rapport de survey,
- Documentation sur la maintenance et l'exploitation.
- Documentation d'installation.
- Procédure de sauvegarde et de restauration
- Des descriptions des différentes fonctions accessibles à l'utilisateur.
- De la procédure de gestion des droits d'utilisation et d'administration,
- Tout autre document que le Fournisseur juge nécessaire pour l'exploitation et la maintenance des logiciels dans les meilleures conditions.

ARTICLE 21 : RECEPTION PROVISOIRE

L'IRCAM se réserve un délai de vingt (20) jours à compter de la date de la dernière intervention pour chaque lot du marché, pour procéder aux opérations de vérification de conformité avec les spécifications du marché.

Dans le délai précité, l'IRCAM procédera en présence du Titulaire à la vérification de la bonne marche de l'ensemble des logiciels livrés et installés par le Titulaire conformément aux prescriptions du présent CPS ;

L'IRCAM procédera à la vérification notamment :

- des capacités, vitesses, performances et fonctionnalités telles que répondant aux spécifications de l'administration.
- une vérification de la bonne marche de l'ensemble des dispositifs logiciels.
- une vérification de la configuration et le paramétrage de la plate forme ainsi que son intégration dans le système existant
- Essai d'exécution des logiciels fournis.

- Contrôle de conformité des logiciels auprès de l'éditeur éventuellement.
- Tous autres contrôles que l'IRCAM juge nécessaire pour la réception des prestations.

A l'issue de cet examen, les remarques et observations éventuelles du Maître d'ouvrage seront notifiées au Titulaire pour lui permettre de procéder aux modifications nécessaires dans un délai maximum de 10 jours ouvrés.

Les délais de 20 et de 10 jours précités ne seront pas inclus dans le délai d'exécution du marché et ne feront pas l'objet d'ordres d'arrêt ou de reprise par le Maître d'ouvrage.

La réception provisoire sera prononcée par le Maître d'ouvrage dès que toutes les vérifications et les essais sont concluants et auront été jugés satisfaisants par une commission constituée des représentants de l'IRCAM qui établira un procès-verbal de réception, présent marché, elle adresse à l'attributaire la liste détaillée des imperfections relevées un (01) mois avant l'expiration du délai de garantie. L'attributaire est tenu d'y apporter remède dans les conditions du marché. Il retournera à l'IRCAM la liste des imperfections complétées par le détail des travaux réalisés.

Si l'attributaire ne remédie pas aux imperfections dans les délais prévus, la réception définitive ne sera prononcée qu'après la réalisation parfaite des travaux correspondants.

Dans le cas où ces travaux ne seraient pas réalisés deux (2) mois après la fin de la période de garantie contractuelle, l'IRCAM prononcera néanmoins la réception définitive à l'issue de cette période tout en faisant réaliser les travaux par toute entreprise de son choix aux frais et risque de l'attributaire.

ARTICLE 22 : RECEPTION DEFINITIVE

La réception définitive des prestations pour chaque lot interviendra après expiration du délai de garantie prévu à l'article 17. Elle se déroulera dans les mêmes conditions que la réception provisoire et conformément aux dispositions de l'article 68 du CCAG-T.

La réception définitive des prestations de formation et d'assistance technique sera prononcée après leurs accomplissements et sera constatée par la certification du service fait à apposer sur les factures délivrés par le fournisseur

ARTICLE N° 23 : PRESTATIONS DE FORMATION

1) Objet de la formation :

La formation proposée aura pour principal objectif le transfert de compétences spécifiques et nécessaires au profit de l'Equipe du centre de recherche CEISIC chargée du suivi de la mise en œuvre l'accompagnera le titulaire dans la réalisation des travaux concernés par le présent appel d'offres.

Le titulaire doit dispenser des prestations de formation sous forme de sessions et comportant la mise à la disposition de l'Institut d'instructeurs qualifiés, de moyens matériels et de supports pédagogiques nécessaires pour une prise en main complète par le personnel du Maître d'ouvrage des logiciels fournis.

Les prestations de formation porteront notamment sur les aspects suivants :

- L'installation et la configuration des logiciels et solutions fournis ;
- Les options de paramétrage et de mise en œuvre des fonctionnalités des solutions ;
- L'administration et la supervision des logiciels fournis

Le soumissionnaire précisera également :

- Le Catalogue de la formation
- Le programme des cours,
- La durée en nombre de jours pour chaque session de formation

- Le niveau et le profil des participants,
- Les prix par session de formation
- Les CV des formateurs

2) Population cible et durée :

La formation proposée s'adresse au personnel de l'IRCAM (8 personnes). Les durées des formations sont données ci-après. Le titulaire peut éventuellement proposer une durée plus grande dans son offre.

3) Exécution de la formation :

Le titulaire s'engage à assurer la bonne exécution du plan de formation qui sera arrêté en commun accord avec le Maître d'ouvrage.

Il s'engage, par ailleurs, à :

- Tenir un registre de présence des participants aux différents modules de formation ;
- Veiller au respect du planning de formation arrêté en commun accord avec le Maître d'ouvrage ;
- Remettre à chaque participant un jeu comportant l'ensemble de la documentation et des supports pédagogiques en langue française.

Les formations doivent être assurées en français par des personnes qualifiées et expérimentées. Le titulaire devra fournir au Maître d'ouvrage une version électronique des supports de cours correspondant aux formations dispensées.

Les séances de formations se dérouleront à l'IRCAM.

Les horaires du cours seront conformes aux horaires de travail de l'IRCAM.

Pour chaque module de formation, le prestataire doit livrer une attestation de formation pour chaque participant.

Toute la logistique nécessaire au bon déroulement de la formation est à la charge du prestataire.

4. Consistance de la formation

Pour le Lot 1: 6 jours

- Installation et configuration VMWare infrastructure Entreprise et virtual center (06 jours) :
Cette formation doit couvrir les notions théoriques et pratiques de la virtualisation et la méthodologie recommandée par l'éditeur pour élaborer la conception et la mise en place de la solution de virtualisation, ainsi que le networking. Elle portera aussi sur l'outil d'administration des serveurs virtuels (virtual center).

Pour le Lot 2: 13 jours

- Mise à jour des compétences d'infrastructure réseaux vers Windows 2008 (03 jours)
- Configuration des services de domaine Active Directory Windows Server 2008 (05 jours)
- Implémentation et Administration du MS. Exchange server 2007 (05 jours)

ARTICLE 24 : ORIGINE DES SOLUTIONS PROPOSEES:

L'attributaire doit garantir formellement l'IRCAM contre toutes les réclamations de porteurs de brevets d'invention ou de propriétaire de marque de l'éditeur qui pourraient avoir des droits sur son logiciels. Il devra se pourvoir auprès de ceux-ci pour obtenir les autorisations nécessaires et leur payer, sans recours contre l'IRCAM, tous les droits et les redevances légitimement dus.

L'attributaire fera son affaire personnelle de toute action et la poursuite en Contre façon qui pourrait être intentée par suite de l'utilisation par l'IRCAM de tout article objet du marché.

ARTICLE 25 : ASSURANCE CONTRE LES RISQUES

Conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, l'attributaire doit présenter une police d'assurance couvrant les risques inhérents à l'exécution du présent marché.

Le titulaire du marché doit se conformer notamment aux dispositions de l'article 24 du CCAGT, relatif aux accidents, prévus par la législation du travail.

ARTICLE 26 : DROITS DE TIMBRE ET D' ENREGISTREMENT

Le titulaire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 27 : CONDITIONS DE RESILIATION

En cas de résiliation du présent marché, il sera fait application des dispositions prévues par l'article 33 du CCAG EMO.

Au cas où la résiliation résulterait d'une défaillance du titulaire, aucune indemnité ne sera due et seules les prestations réellement exécutées et validées par le maître d'ouvrage seraient réglées sur la base des prix du bordereau des prix détail estimatif.

La résiliation du marché ne fait obstacle, ni à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée à l'encontre du titulaire en raison de ses fautes ou infractions, ni à son exclusion de toute participation aux marchés lancés par l'Institut, sans limitation de durée.

ARTICLE 28 : CONTESTATIONS ET LITIGES

Les contestations ayant trait à l'exécution du marché issu de cet appel d'offres et à toutes les obligations qui en découlent seront, à défaut d'accord amiable, portées devant le tribunal administratif de Rabat.

ARTICLE 29 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Lot 1: Acquisition et installation de logiciels informatiques nécessaires au déploiement d'une plate forme de virtualisation

Ce lot est constitué des articles suivants :

- 2 licences VMware Infrastructure Enterprise dernière version pour 2 CPU avec SnS Gold 3 ans + média et support.
- 1 licence VMware Virtual Center dernière version avec SnS Gold 3 ans + média et support.

Le Fournisseur est tenu de proposer une maintenance **Gold** pour les différents items demandés dans le présent CPS pour une durée de **3 ans**.

Le niveau de support Gold doit répondre entre autre aux spécifications suivantes :

	Niveau Gold
Période d'intervention	7j/7(jours fériés inclus) 24h/24
Assistance Téléphonique	7j/7(jours fériés inclus) 24h/24
Délai D'intervention maximum	4h
Délai de réparation Maximum	8h
Mise à jours logiciels	Nouvelles versions OS & logiciels de base, (VMware et Virtual Center), ainsi que les Patches

Toute offre ne contenant pas les articles objet dudit lot sera définitivement éliminée

Périmètre Serveurs :

Le périmètre définit pour la virtualisation est de 6 serveurs existants (Windows 2000 Server standard) :

- Deux (2) Srv Contrôleur de domaine
- Srv de Messagerie Exchange 2000
- Srv Base de données SQL Server 2000
- Srv Antivirus (Symantec Endpoint Protection)
- Srv des filtrages Web

Environnement physique :

- La solution de la virtualisation sera déployée sur deux (2) Lames blade acquises dans le cadre du marché N° 05 / 2008 (BL 460c, lames biprocesseur, 32 G de RAM, rangées dans un châssis blade HP c3000), la baie de stockage est MSA 2000i. cette configuration doit garantir :
 - Une redondance pour tolérance de panne avec partage de charge entre les deux lames
 - Une meilleure disponibilité des systèmes de production de l'IRCAM
 - Basculement à chaud sans déconnexion de client dans le cas d'une panne sur la lame fonctionnelle.

- Un serveur ou une lame constitua le serveur d'administration exécutant la solution Virtual Center.

Migration des systèmes :

Le prestataire devra présenter les scénarios d'intégration et de migration des serveurs et assurer la consolidation de ces éléments. Il devra proposer et mettre en œuvre la méthodologie et l'outil de migration des machines physiques vers l'environnement virtuel.

Le prestataire doit aussi paramétrer le processus de sauvegarde des machines virtuelles, et effectuer des testes de sauvegarde et de restauration.

Lot 2 : Acquisition et installation de logiciels informatiques nécessaires à la migration des systèmes existants vers des versions ultérieures.

Ce lot est constitué des articles suivants :

- § Licences Windows 2008 Server version standard Fr (1 serveurs avec 5 clients) :
 - 2 versions 64 bits + média et support
 - 6 versions 32 bits + média et support
- § Médias pour installation de Windows 2003 R2 32 bits et 64 bits Fr
- § 1 Licence Exchange 2007 Server version standard Fr + média et support
- § 45 Licence client pour Exchange server (CAL)
- § 1 Licence SQL server 2008 version standard Fr avec 5 clients 32 bits + média et support

Toute offre ne contenant pas les articles objet dudit lot sera définitivement éliminée

Périmètre Serveurs :

Le périmètre définit pour la migration est le suivant (les systèmes d'exploitation existant est Windows 2000 Server standard) :

- Deux (2) Srv Contrôleur de domaine
- Srv de Messagerie Exchange 2000
- Srv Base de données SQL Server 2000
- Srv Antivirus (Symantec Endpoint Protection)

Le prestataire doit assurer les opérations suivantes:

1. La migration de Windows 2000 vers Windows 2003 pour l'ensemble des serveurs de l'IRCAM (8 serveurs) en utilisant les médias et les licences acquises dans le cadre de ce marché
2. La migration de l'Active Directory Win 2000 vers l'Active Directory Win 2003 pour les deux contrôleurs de domaine
3. La migration d'Exchange 2000 sous Windows 2000 vers Exchange 2007 sous Windows 2003, et l'installation de la solution antivirus SEP et Symantec Mail Security pour Exchange sur la même machine. (les rôles d'Exchange 2007 peuvent être installés sur des machines distinctes)
4. La migration SQL Server 2000 sous Windows 2000 vers SQL Server 2008 sous Windows 2003 (migration des BDs existantes)
5. Déploiement du serveur Antivirus (Symantec Endpoint Protection) sous Windows 2003 et déploiement des clients.

Migration des systèmes :

Le prestataire devra proposer la méthodologie et l'outil de migration des anciennes versions vers les nouvelles versions.

Environnement physique :

Les serveurs en question sont des machines virtuelles résultant des opérations du premier lot.

Toutefois, Il est possible de procéder à des installations sur des serveurs physiques.

ARTICLE 30 : BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF

Nb : les soumissionnaires sont invités à remplir la case (Proposition du soumissionnaire) en précisant les versions et caractéristiques techniques des articles proposés.
Tout article ne répondant pas aux spécifications techniques demandées sera déclaré non conforme.

Lot 1 : Acquisition et installation de logiciels informatiques nécessaires au déploiement d'une plate forme de virtualisation

N°Article	Désignation	Unité	Quantité	Prix unitaire		Prix total
				En chiffre	En lettre	
1	VMware Infrastructure Enterprise pour 2 CPU avec SnS Gold 3 ans + pack média et support	U	2			
2	VMware Virtual Center avec SnS Gold 3 ans + pack média et support	U	1			
3	Prestations de migration du système, d'installation et de mise en service des différents composants du nouveau système	jours	7			
4	Formations	jours	6			
Total Hors Taxes en dirhams						
Montant de la T.V.A						
Total TTC en dirhams						

Arrêté le présent bordereau des prix détail estimatif à la somme de

.....

.....(en chiffres et en lettres, Dh, TTC)

Le concurrent

(Lu et accepté)

Le Recteur

31 MARS 2009

Institut Royal de la Culture Amazighe
Le Recteur

Ahmed BOUKOUSS

Lot 2 : Acquisition et installation de logiciels informatiques nécessaires à la migration des systèmes existants vers des versions ultérieures.

N°Article	Désignation	Unité	Quantité	Prix unitaire		Prix total
				En chiffre	En lettre	
1	License Windows 2008 Server version standard Fr 32 bits et 64 bits + média et support	U	8			
3	Médias de Windows 2003 R2 version standard Fr 32 bits et 64 bits	U	1			
4	Licence Exchange 2007 Server version standard Fr + Médias et support	U	1			
5	Licence client pour Exchange server (CAL)	U	45			
6	Licence SQL server 2008 version standard Fr avec 5 clients 32 bits + Médias et support	U	1			
7	Prestations de migration du système, d'installation et de mise en service des différents composants du nouveau système	jours	7			
8	Formations	jours	13			
Total Hors Taxes en dirhams						
Montant de la T.V.A						
Total TTC en dirhams						

Arrêté le présent bordereau des prix détail estimatif à la somme de

.....

.....(en chiffres et en lettres, Dh, TTC)

Le concurrent

(Lu et accepté)

Le Recteur

3 1 MARS 2009

Institut Royal de la Culture Amazighe
Le Recteur

Ahmed ROUKOUSS